



COMMUNICATION FINANCIÈRE AU 30 JUIN 2025

Indicateurs d'activité au 30 juin 2025

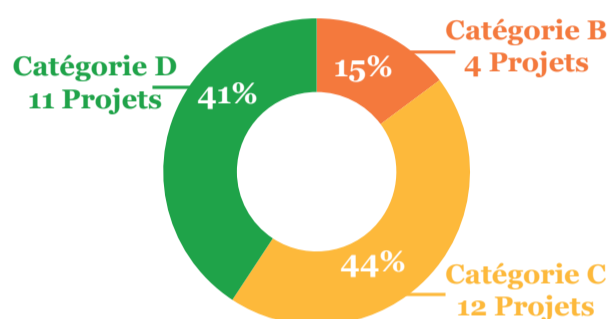
Créances sur la clientèle



L'activité de prêts a connu une évolution positive au terme du S1 2025, dès lors que les engagements et les décaissements de prêts ont augmenté respectivement de 4% et 10% à fin juin 2025 par rapport à la même période de l'année dernière, pour atteindre respectivement 1 559 MDH et 900 MDH.

Ces financements territoriaux ont porté sur la réalisation de plusieurs projets dans différents secteurs d'intervention, particulièrement ceux à fort impact social, environnemental et climatique, contribuant ainsi à la résorption des déficits multidimensionnels d'infrastructures de base, au renforcement de la résilience des territoires face aux effets du changement climatique et à la réalisation des Objectifs du Développement Durable (ODD).

Rating E&S des projets financés*



* Projets engagés à fin juin 2025

Les résultats du rating environnemental et social des engagements de prêts au titre du S1 2025 font ressortir que la majorité des projets engagés, soit plus de 85%, sont classés dans les « Catégories D ou C », et concernent des projets à risques minimales et maîtrisables.

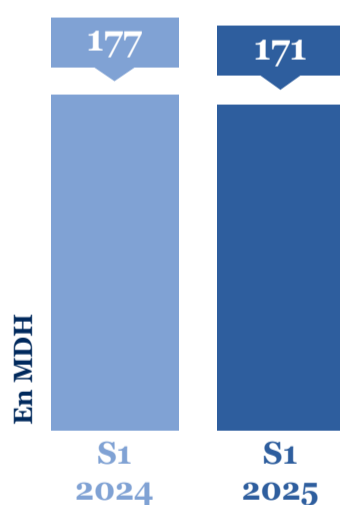
Le Fonds d'Équipement Communal continue, ainsi, de renforcer son positionnement en tant qu'acteur de référence au service d'un développement durable, inclusif et résilient des territoires et ce, conformément à la stratégie affirmée de la Banque en matière de durabilité.

Indicateurs financiers au 30 juin 2025

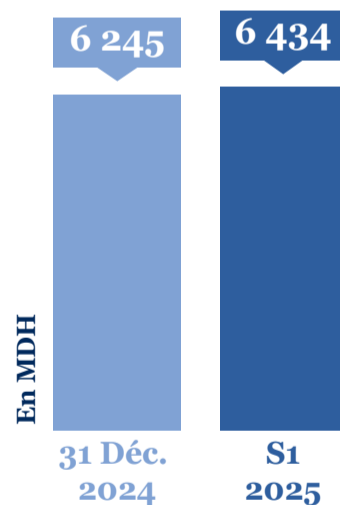
Produit Net Bancaire



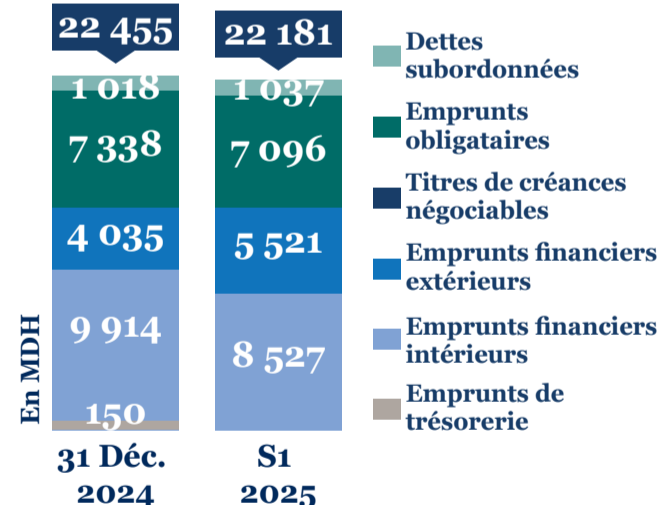
Résultat net



Capitaux propres et assimilés



Ressources d'emprunt



S'agissant des résultats financiers, le PNB s'est établi à 328 MDH, soit un niveau comparable à celui enregistré au cours de la même période de l'année précédente. De son côté, le résultat net a atteint 171 MDH, en retrait non significatif par rapport au niveau enregistré au 30 juin 2024.

Les capitaux propres et assimilés ont atteint plus de 6,4 MMDH au 30 juin 2025, permettant ainsi de renforcer la solvabilité de la Banque et son assise financière, afin de continuer à accompagner les besoins croissants des Collectivités Territoriales.

En matière de refinancement, il y a lieu de souligner que la part des financements internationaux a représenté près de 25% des ressources d'emprunt du FEC au 30 juin 2025, contre 18% au 30 juin 2024 et 8% au 30 juin 2020. Cette évolution reflète la stratégie de diversification des ressources de la Banque, ouverte sur les financements internationaux, et dénote de la confiance d'Institutions Financières de Développement (DFIs) de premier plan à l'égard du FEC.

Les données du présent communiqué sont auditées.

Pour tout contact relatif à la communication financière

Mme Sanaa BALAFREJ, Responsable de la communication financière : 05 37 56 90 32

www.fec.ma

Lien internet pour accéder au Rapport Financier Semestriel S1 2025

https://www.fec.ma/medias/RFS_S1_2025.pdf

Date de publication :
Le 30 septembre 2025



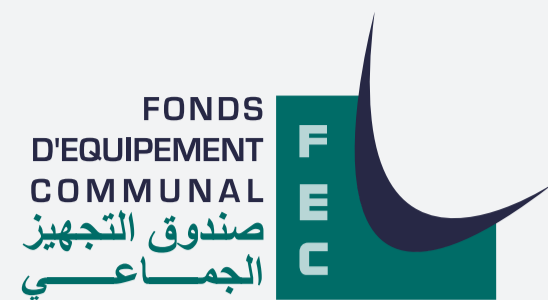
COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2025

BILAN (en milliers MAD)		
ACTIF	30 juin 2025	31 déc 2024
VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	167 214	55 500
CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	1 112 659	901
A Vue	233	901
A Terme	1 112 425	-
CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	26 473 222	27 459 159
Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	1 635	2 135
Crédits et financements participatifs à l'équipement	26 319 702	27 440 551
Crédits et financements participatifs immobiliers	16 380	15 877
Autres crédits et financements participatifs	135 505	596
CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	-	-
TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT	-	-
Bons du Trésor et Valeurs Assimilées	-	-
Autres Titres de Créance	-	-
Titres de Propriété	-	-
Certificats de Sukuks	-	-
AUTRES ACTIFS	461 058	559 449
TITRES D'INVESTISSEMENT	-	-
Bons du Trésor et Valeurs Assimilées	-	-
Autres Titres de Créance	-	-
Certificats de Sukuks	-	-
TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS	25	25
Participation dans les entreprises liées	-	-
Autres titres de participation et emplois assimilés	25	25
Titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
CRÉANCES SUBORDONNÉES	-	-
DÉPÔTS D'INVESTISSEMENT PLACÉS	-	-
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL ET EN LOCATION	2 782	2 947
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN IJARA	-	-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	305	63
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	38 722	38 322
TOTAL ACTIF	28 255 987	28 116 365

PASSIF (en milliers MAD)		
	30 juin 2025	31 déc 2024
BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	-	-
DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	14 047 546	14 099 445
A Vue	-	-
A Terme	14 047 546	14 099 445
DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE	-	-
Comptes à Vue Crédeurs	-	-
Comptes d'Épargne	-	-
Dépôts à Terme	-	-
Autres Comptes Crédeurs	-	-
DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS	-	-
TITRES DE CRÉANCE ÉMIS	7 096 325	7 337 692
Titres de Créance Négociables	-	-
Emprunts Obligataires	7 096 325	7 337 692
Autres Titres de Créance Emis	-	-
AUTRES PASSIFS	589 262	345 398
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	88 893	88 893
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	-	-
SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTÉS ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE	-	-
DETTES SUBORDONNÉES	1 036 821	1 017 614
DÉPÔTS D'INVESTISSEMENT REÇUS	-	-
ÉCARTS DE RÉÉVALUATION	-	-
RÉSERVES ET PRIMÉS LIÉES AU CAPITAL	4 226 420	3 859 648
CAPITAL	1 000 000	1 000 000
ACTIONNAIRES. CAPITAL NON VERSÉ (-)	-	-
REPORT A NOUVEAU (+/-)	-	-
RÉSULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTATION (+/-)	-	-
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+/-)	170 721	367 675
TOTAL PASSIF	28 255 987	28 116 365

HORS BILAN (en milliers MAD)		
	30 juin 2025	31 déc 2024
ENGAGEMENTS DONNÉS	5 863 603	5 559 617
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	5 863 603	5 559 617
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	-	-
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS REÇUS	6 393 493	8 320 281
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	6 393 493	8 320 281
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'Organismes de garantie divers	-	-
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir	-	-

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (en milliers MAD)		
	30 juin 2025	30 juin 2024
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	741 437	764 272
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	17 139	32 536
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	723 386	730 818
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	-	-
Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuks	-	-
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
Commissions sur prestations de service	912	917
Autres produits bancaires	-	-
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus	-	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	413 322	438 496
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	265 523	259 308
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	-	-
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	147 730	179 154
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Autres charges bancaires	70	33
Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	328 115	325 776
Produits d'exploitation non bancaire	1 100	460
Charges d'exploitation non bancaire	107	69
CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	28 899	30 417
Charges de personnel	22 090	23 751
Impôts et taxes	418	424
Charges externes	2 822	3 232
Autres charges générales d'exploitation	2 182	1 806
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	1 387	1 205
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	5 619	2 848
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	5 619	2 848
Pertes sur créances irrécouvrables	-	-
Autres dotations aux provisions	-	-
REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	-	1 807
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-	1 807
Récupérations sur créances amorties	-	-
Autres reprises de provisions	-	-
RÉSULTAT COURANT	294 590	294 708
Produits non courants	2	0
Charges non courantes	14 166	14 527
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	280 426	280 182
Impôts sur les résultats	109 705	103 620
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	170 721	176 562



ÉTAT DES SOLDES DE GESTION (en milliers MAD)		
I- TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS	30 juin 2025	30 juin 2024
(+) Intérêts et produits assimilés	740 525	763 354
(-) Intérêts et charges assimilées	413 252	438 463
MARGE D'INTÉRÊT	327 272	324 892
(+) Produits sur financements participatifs	-	-
(-) Charges sur financements participatifs	-	-
MARGE SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	-
(+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
(-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET DE LOCATION	-	-
(+) Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
(-) Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS D'IJARA	-	-
(+) Commissions perçues	912	917
(-) Commissions servies	70	33
MARGE SUR COMMISSIONS	843	884
(+) Résultat des opérations sur titres de transaction	-	-
(+) Résultat des opérations sur titres de placement	-	-
(+) Résultat des opérations de change	-	-
(+) Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ	-	-
(+) Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
(+) Divers autres produits bancaires	-	-
(-) Diverses autres charges bancaires	-	-
PART DES TITULAIRES DE COMPTES DE DÉPÔTS D'INVESTISSEMENT	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	328 115	325 776
(+) Résultat des opérations sur immobilisations financières	-	-
(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	1 100	460
(-) Autres charges d'exploitation non bancaire	107	69
(-) Charges générales d'exploitation	28 899	30 417
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	300 209	295 750
(+/-) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	5 619	1 041
(+/-) Autres dotations nettes des reprises aux provisions	-	-
RÉSULTAT COURANT	294 590	294 708
RÉSULTAT NON COURANT	- 14 164	- 14 527
(-) Impôts sur les résultats	109 705	103 620
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	170 721	176 562

II- CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT (en milliers MAD)		
	30 juin 2025	30 juin 2024
(+) RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	170 721	176 562
(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	1 387	1 205
(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	-
(+) Dotations aux provisions pour risques généraux	-	-
(+) Dotations aux provisions réglementées	-	-
(+) Dotations non courantes	-	-
(-) Reprises de provisions	-	-
(-) Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	113
(-) Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
(-) Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	-
(+) Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	-
(-) Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
(+) CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	172 108	177 653
(-) Bénéfices distribués	-	-
(+) AUTOFINANCEMENT	172 108	177 653

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE (en milliers MAD)		
	30 juin 2025	31 déc 2024
Produits d'exploitation bancaire perçus	741 437	1 544 443
Récupérations sur créances amorties	-	-
Produits d'exploitation non bancaire perçus	1 102	1 508
Charges d'exploitation bancaire versées	413 322	872 663
Charges d'exploitation non bancaire versées	14 274	28 672
Charges générales d'exploitation versées	27 512	59 729
Impôts sur les résultats versés	109 705	216 731
I. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	177 727	368 156
Variation des :		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	- 1 111 758	1 250 699
Créances sur la clientèle	980 319	604 957
Titres de transaction et de placement	-	-
Autres actifs	98 391	- 20 011
Titres Moudaraba et Moucharaka	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations données en Ijara	-	-
Dépôts d'investissement placés auprès des établissements de crédit et assimilés	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	- 51 899	- 328 567
Dépôts de la clientèle	-	-
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	-	-
Titres de créance émis	- 222 160	- 1 887 787
Autres passifs	243 864	62 369
II. SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	- 63 244	- 318 340
III. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION (I+II)	114 482	49 816
Produit des cessions d'immobilisations financières	-	-
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
Acquisition d'immobilisations financières	-	-
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	1 865	2 839
Intérêts perçus	-	-
Dividendes perçus	-	-
IV. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	- 1 865	- 2 839
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
Emission de dettes subordonnées	-	-
Dépôts d'investissement reçus	-	-
Emission d'actions	-	-
Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
Dépôts d'investissement remboursés	-	-
Intérêts versés	-	-
Rémunérations versées sur dépôts d'investissement	-	-
Dividendes versés	903	-
V. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	- 903	-
VI. VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE (III+IV+V)	111 714	46 978
VII. TRÉSORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	55 500	8 522
VIII. TRÉSORERIE A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	167 214	55 500

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES 30 juin 2025

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ETABLISSEMENT

- Application des méthodes d'évaluation prévues par le "Plan Comptable des Etablissements de Crédit" entré en vigueur depuis le 01/01/2000.
- Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur. Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :
 - Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises,
 - Les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur (lettre circulaire n°25/G/97, circulaires n°19/G/2002 et 38/G/2004), provisionnées à hauteur de :
 - 20 % pour les créances pré-douteuses,
 - 50 % pour les créances douteuses,
 - 100 % pour les créances compromises.
- Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.
- Les immobilisations incorporelles et corporelles sont amorties selon la réglementation en vigueur.
- Les états de synthèse sont présentés conformément aux dispositions du PCEC.

ETAT DES DEROGATIONS 30 juin 2025

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
-----------------------------	--------------------------------	---

I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux		
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation		
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES 30 juin 2025

INDICATIONS DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE DES CHANGEMENTS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
-----------------------------	--------------------------------	---

I. Changements affectant les méthodes d'évaluation		
II. Changements affectant les règles de présentation		

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES (en milliers MAD)

CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 30 juin 2025	Total 31 déc 2024
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	165 278	227	7	-	165 511	55 200
VALEURS RECUES EN PENSION	-	-	-	-	-	-
au jour le jour	-	-	-	-	-	-
à terme	-	-	-	-	-	-
PRETS DE TRESORERIE	-	1 100 000	-	-	1 100 000	-
au jour le jour	-	-	-	-	-	-
à terme	-	1 100 000	-	-	1 100 000	-
PRETS FINANCIERS	-	-	-	-	-	-
AUTRES CREANCES	-	-	-	-	-	-
INTERETS COURUS A RECEVOIR	1 919	12 425	-	-	14 345	1 165
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	-	-	-	-
TOTAL	167 197	1 112 652	7	-	1 279 856	56 365

CREANCES SUR LA CLIENTELE (en milliers MAD)

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 30 juin 2025	Total 31 déc 2024
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autres clientèle		
CREDITS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	-
Comptes à vue débiteurs	-	-	-	-	-	-
Créances commerciales sur le Maroc	-	-	-	-	-	-
Crédits à l'exportation	-	-	-	-	-	-
Autres crédits de trésorerie	-	-	-	-	-	-
CREDITS A LA CONSOMMATION	-	-	-	1 635	1 635	2 135
CREDITS A L'EQUIPEMENT	25 713 297	-	-	25 713 297	26 577 198	
CREDITS IMMOBILIERS	-	-	-	16 380	16 380	15 877
AUTRES CREDITS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	-
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	-	-	-	-	-	-
INTERETS COURUS A RECEVOIR	606 405	-	-	606 405	863 354	
CREANCES EN SOUFFRANCE	135 505	-	-	135 505	596	
Créances pré-douteuses	134 909	-	-	134 909	-	
Créances douteuses	-	-	-	-	-	
Créances compromises	596	-	-	596	596	
TOTAL	26 455 207	-	-	18 015	26 473 222	27 459 159

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR (en milliers MAD)

Titres	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics		Emetteurs privés		Total 30 juin 2025	Total 31 déc 2024
		Financiers	Non financiers	Financiers	Non financiers		
Titres cotés	-	-	-	-	-	-	-
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-	-
Titres non cotés	-	-	-	-	-	-	-
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-	-	-	-

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES 30 juin 2025 (en milliers MAD)

NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Cumul	Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	21 131	265	-	21 396	21 068	23	-	21 091	305
Droit au bail	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations en recherches et développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	21 131	265	-	21 396	21 068	23	-	21 091	305
Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	127 260	1 600	-	128 860	85 992	1 364	-	87 355	41 505
IMMEUBLES D'EXPLOITATION	69 323	-	-	69 323	33 068	776	-	33 845	35 479
Terrain d'exploitation	7 229	-	-	7 229	-	-	-	-	7 229
Immeubles d'exploitation, Bureaux	61 194	-	-	61 194	32 420	765	-	33 185	28 010
Immeubles d'exploitation, Logements de fonctions	900	-	-	900	649	11	-	660	240
MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	28 751	1 595	-	30 346	26 834	292	-	27 126	3 220
Mobilier de bureau d'exploitation	7 921	-	-	7 921	7 759	27	-	7 786	135
Matériel de bureau d'exploitation	950	5	-	955	949	0	-	950	5
Matériel informatique	19 880	1 590	-	21 470	18 125	265	-	18 390	3 079
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres matériels d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION	19 345	-	-	19 345	17 695	209	-	17 903	1 442
IMMOBILISATION CORPORELLE HORS EXPLOITATION	9 842	5	-	9 846	8 395	87	-	8 482	1 365
Terrain hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immeubles hors exploitation	5 545	-	-	5 545	4 200	69	-	4 269	1 276
Mobilier et matériel hors exploitation	2 344	-	-	2 344	2 261	13	-	2 274	70
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	1 953	5	-	1 958	1 934	4	-	1 938	19
TOTAL	148 391	1 865	-	150 256	107 060	1 387	-	108 447	41 809

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT 30 juin 2025 (en milliers MAD)

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
Titres de transaction	-	-	-	-	-	-
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
Titres de placement	-	-	-	-	-	-
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
Titres d'investissement	-	-	-	-	-	-
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-	-	-

DETAIL DES AUTRES ACTIFS (en milliers MAD)

ACTIF	30 juin 2025	31 déc 2024
Instruments optionnels achetés	-	-
Opérations diverses sur titres	-	-
Débiteurs divers	154 271	278 889
Sommes dues par l'Etat	153 523	278 141
Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-
Sommes diverses dues par le personnel	-	-
Comptes clients de prestations non bancaires	-	-
Divers autres débiteurs	748	748
Valeurs et emplois divers	-	-
Comptes de régularisation	306 787	280 560
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-
Contrepartie du résultat de change de hors bilan	-	-
Contrepartie du résultat sur produits dérivés de hors bilan	-	-
Contrepartie du résultat sur titres de hors bilan	-	-
Comptes d'écart sur devises et titres	844	4 014
Résultats sur produits dérivés de couverture	205 379	209 282
Charges à répartir sur plusieurs exercices	13 151	7 027
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	-	-
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	87 076	59 896
Autres comptes de régularisation	337	341
Créances en souffrance sur opérations diverses	-	-
TOTAL	461 058	559 449

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES 30 juin 2025 (en milliers MAD)

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat Net	
Participation dans les entreprises liées									
Autres titres de participation									
MAROCLEAR SA	Dépositaire Central	100 000	0,025%	25	25	31/12/2024	366 080	15 812	-
TOTAL PARTICIPATIONS				25	25		366 080	15 812	-
EMPLOIS ASSIMILES				-	-		-	-	-
TOTAL GENERAL				25	25		366 080	15 812	-

CREANCES SUBORDONNEES (en milliers MAD)

CREANCES SUBORDONNEES	Montant				Dont entreprises liées et apparentées	
	30 juin 2025		31 déc 2024		30 juin 2025	31 déc 2024
	Brut	Provisions	Net	Net	Net	Net
Créances subordonnées aux établissements de crédit et assimilés	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées à la clientèle	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-	-	-

IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE 30 juin 2025 (en milliers MAD)

NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions		Montant net à la fin de l'exercice
					Dotations au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotations au titre de l'exercice	Cumul des provisions	
Immobilisations données en crédit-bail et en location avec option d'achat	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail sur immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail mobilier	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail mobilier en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail mobilier loué	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail mobilier non loué après résiliation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail immobilier	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail immobilier en cours	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail immobilier loué	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail immobilier non loué après résiliation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loyers courus à recevoir	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loyers restructurés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loyers impayés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances en souffrance	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations données en location simple	22 361	-	-	22 361	164	19 579	-	-	2 782
Biens mobiliers en location simple	22 361	-	-	22 361	164	19 579	-	-	2 782
Biens immobiliers en location simple	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loyers courus à recevoir	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loyers restructurés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Loyers impayés	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances en souffrance	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	22 361	-							

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS 30 juin 2025 (en milliers MAD)

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant Brut	Amortissements cumulés	Valeur nette comptable	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
-------------------------------	--------	--------------	------------------------	------------------------	--------------------	------------------------	-------------------------

NEANT

TOTAL

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES (en milliers MAD)

DETTES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Services des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total	
					30 juin 2025	31 déc 2024
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	-	-	-	-	-	-
VALEURS DONNEES EN PENSION	-	-	-	-	-	-
au jour le jour à terme	-	-	-	-	-	-
EMPRUNTS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	150 000
au jour le jour à terme	-	-	-	-	-	150 000
EMPRUNTS FINANCIERS	-	6 565 000	1 840 702	5 234 649	13 640 352	13 486 323
AUTRES DETTES	-	-	-	218 536	218 536	216 424
INTERETS COURUS A PAYER	-	86 373	34 574	67 710	188 657	246 698
TOTAL	-	6 651 373	1 875 277	5 520 896	14 047 546	14 099 445

DEPOTS DE LA CLIENTELE (en milliers MAD)

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total	
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	30 juin 2025	31 déc 2024
Comptes à vue créditeurs	-	-	-	-	-	-
Comptes d'épargne	-	-	-	-	-	-
Dépôts à terme	-	-	-	-	-	-
Autres comptes créditeurs	-	-	-	-	-	-
Intérêts courus à payer	-	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-	-	-

NEANT

TITRES DE CREANCES EMIS 30 juin 2025 (en milliers MAD)

NATURE DES TITRES (1)	Caractéristiques					Montant	Dont		Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement
	Date de jouissance	Date d'échéance	Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement (2)		Entreprises liées	Autres apparentés	
Emprunts obligataires						6 931 000	-	-	-
Emprunts obligataires	20/01/2012	20/01/2027	100	5,30%	Amortissable	133 333	-	-	-
Emprunts obligataires	08/12/2014	08/12/2029	100	3,87%	Amortissable	283 000	-	-	-
Emprunts obligataires	13/07/2015	13/07/2030	100	4,60%	Amortissable	288 000	-	-	-
Emprunts obligataires	13/07/2015	13/07/2025	100	3,41%	In fine	60 000	-	-	-
Emprunts obligataires	13/07/2015	13/07/2025	100	3,51%	In fine	220 000	-	-	-
Emprunts obligataires	13/10/2016	13/10/2031	100	3,92%	Amortissable	149 333	-	-	-
Emprunts obligataires	13/10/2016	13/10/2026	100	3,25%	In fine	225 000	-	-	-
Emprunts obligataires	13/10/2016	13/10/2031	100	3,65%	Amortissable	212 333	-	-	-
Emprunts obligataires	06/12/2017	06/12/2032	100	3,93%	Amortissable	426 667	-	-	-
Emprunts obligataires	06/12/2017	06/12/2027	100	3,23%	In fine	200 000	-	-	-
Emprunts obligataires	06/12/2017	06/12/2032	100	3,43%	Amortissable	533 333	-	-	-
Emprunts obligataires	19/07/2018	19/07/2033	100	3,84%	Amortissable	600 000	-	-	-
Emprunts obligataires	12/07/2019	12/07/2034	100	3,49%	Amortissable	333 333	-	-	-
Emprunts obligataires	12/07/2019	12/07/2034	100	3,69%	Amortissable	1 000 000	-	-	-
Emprunts obligataires	18/12/2020	31/03/2036	100	3,31%	Amortissable	1 466 667	-	-	-
Emprunts obligataires	12/01/2022	12/01/2037	100	3,42%	Amortissable	800 000	-	-	-
TOTAL						6 931 000	-	-	-

(1) Il s'agit de : Certificats de dépôt - Emprunts obligataires - Bons de sociétés de financement - Autres titres de créance
(2) Amortissement : Annuel - In fine

DETAIL DES AUTRES PASSIFS (en milliers MAD)

PASSIF	30 juin 2025	31 déc 2024
Instruments optionnels vendus	-	-
Opérations diverses sur titres	-	-
Créditeurs divers	260 867	234 487
Sommes dues à l'Etat	127 559	230 987
Sommes dues aux organismes de prévoyance	1 125	691
Sommes diverses dues au le personnel	19	14
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	-	-
Fournisseurs de biens et services	3 073	2 771
Divers autres créditeurs	129 092	25
Comptes de régularisation	328 395	110 910
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-
Comptes d'écart sur devises et titres	1 253	1 593
Résultats sur produits dérivés de couverture	309 370	91 470
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	-	-
Charges à payer et produits constatés d'avance	6 779	12 113
Autres comptes de régularisation	10 993	5 734
TOTAL	589 262	345 398

PROVISIONS (en milliers MAD)

PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF :	Encours 31 déc 2024	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours
					30 juin 2025
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	15 872	5 619	-	-	21 491
Créances sur la clientèle	5 490	5 619	-	-	11 109
Titres de placements	-	-	-	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	-	-	-	-	-
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-	-
Autres actifs	10 382	-	-	-	10 382
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF :	88 893	-	-	-	88 893
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	-	-	-	-	-
Provisions pour risques de change	-	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	88 893	-	-	-	88 893
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	-	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	104 765	5 619	-	-	110 384

SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE (en milliers MAD)

	Objet économique	Montant global	Montant 31 déc 2024	Utilisation 30 juin 2025	Montant
					30 juin 2025
Subventions	-	-	-	-	-
Fonds publics affectés	-	-	-	-	-
Fonds spéciaux de garantie	-	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-	-

NEANT

DETTES SUBORDONNEES (en milliers MAD)

Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours (1)	Taux	Durée (2)	Conditions de remboursement anticipé, subordonnée et convertibilité (3)	Montant de l'emprunt en monnaie nationale (contre-valeur MAD)	Dont entreprises liées		Dont entreprises apparentées	
							Montant (c/v MAD) 30 juin 2025	Montant (c/v MAD) 31 déc 2024	Montant (c/v MAD) 30 juin 2025	Montant (c/v MAD) 31 déc 2024
Dirhams	200 000		3,78%	10		200 000	-	-	-	-
Dirhams	800 000		3,83%	10		800 000	-	-	-	-
TOTAL	1 000 000					1 000 000	-	-	-	-

(1) Cours Bank Al-Maghrib au 31/12/N
(2) Eventuellement indéterminée
(3) Se référer au contrat de dettes subordonnées



CAPITAUX PROPRES (en milliers MAD)

CAPITAUX PROPRES	Encours 31 déc 2024	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 30 juin 2025
Ecarts de réévaluation	-	-	-	-
Réserves et primes liées au capital	3 859 648	367 675	- 903	4 226 420
Réserve légale	-	-	-	-
Autres réserves	3 859 648	367 675	- 903	4 226 420
Primes d'émission, de fusion et d'apport	-	-	-	-
Capital	1 000 000	-	-	1 000 000
Capital appelé	-	-	-	-
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	1 000 000	-	-	1 000 000
Actionnaires - Capital non versé	-	-	-	-
Report à nouveau (+/-)	-	-	-	-
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-	-	-
Résultats nets de l'exercice (+/-)	367 675	- 367 675	170 721	170 721
TOTAL	5 227 324	-	169 818	5 397 141

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE (en milliers MAD)

ENGAGEMENTS	30 juin 2025	31 déc 2024
Engagements de financement et de garantie donnés	5 863 603	5 559 617
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmées	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	5 863 603	5 559 617
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmées	5 863 603	5 559 617
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Crédits documentaires export confirmés	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Garanties de crédit données	-	-
Autres cautions, avals et garanties donnés	-	-
Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	-	-
Garanties de crédit données	-	-
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	-
Autres cautions et garanties données	-	-
Engagements en souffrance	-	-
Engagements de financement et de garantie reçus	6 393 493	8 320 281
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	6 393 493	8 320 281
Ouvertures de crédit confirmées	6 393 493	8 320 281
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Autres engagements de financement reçus	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	-
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-

ENGAGEMENTS SUR TITRES 30 juin 2025 (en milliers MAD)

ENGAGEMENTS	Montant
Engagements donnés	-
Titres achetés à réméré	-
Autres titres à livrer	-
Engagements reçus	-
Titres vendus à réméré	-
Autres titres à recevoir	-

NEANT

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES (en milliers MAD)

	Opérations de couverture		Autres opérations	
	30 juin 2025	31 déc 2024	30 juin 2025	31 déc 2024
Opérations de change à terme	-	-	-	-
Devises à recevoir	-	-	-	-
Dirhams à livrer	205 379	209 282	-	-
Devises à livrer	-	-	-	-
Dirhams à recevoir	309 370	91 470	-	-
Don't swaps financiers de devises	-	-	-	-
Engagements sur produits dérivés	-	-	-	-
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt	-	-	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	-	-	-	-
Engagements sur marchés réglementés de cours de change	-	-	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	-	-	-	-
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments	-	-	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments	-	-	-	-



VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE

30 juin 2025
(en milliers MAD)

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du Hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances ou des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-
Autres titres	-	-	-
Hypothèques	380 000	Compte 2313	380 000
Autres valeurs et sûretés réelles	-	-	-
TOTAL	380 000	-	380 000
Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du Hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-	-
Autres titres	-	-	-
Hypothèques	-	-	-
Autres valeurs et sûretés réelles	-	-	-
TOTAL	-	-	-

NEANT

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

30 juin 2025
(en milliers MAD)

	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	165 511	-	1 100 000	-	-	1 265 511
Créances sur la clientèle	309 096	203 573	1 842 437	9 149 866	14 152 723	25 654 694
Titres de créance	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
TOTAL	471 607	203 573	2 942 437	9 149 866	14 152 723	26 920 205
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	176 763	121 865	834 659	4 877 113	7 848 489	13 858 888
Dettes envers la clientèle	-	-	-	-	-	-
Titres de créance émis	528 000	-	494 933	3 196 733	2 711 333	6 931 000
Emprunts subordonnés	-	-	-	1 000 000	-	1 000 000
TOTAL	704 763	121 865	1 329 592	9 073 847	10 559 822	21 789 888

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE

30 juin 2025
(en milliers MAD)

Nombre	Montant global des risques	Montant des risques dépassant 10% des fonds propres		
		Crédits par décaissement	Crédits par signature	Montant des titres détenus dans le capital du bénéficiaire

NEANT

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE

30 juin 2025
(en milliers MAD)

BILAN	Montant
ACTIF	-
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-
Créances sur la clientèle	-
Titres de transaction et de placement et d'investissement	-
Autres actifs	-
Titres de participation et emplois assimilés	-
Créances subordonnées	-
Immobilisations données en crédit-bail et location	-
Immobilisations incorporelles et corporelles	-
PASSIF	5 520 896
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5 520 896
Dépôts de la clientèle	-
Titres de créance émis	-
Autres passifs	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-
Dettes subordonnées	-
HORS BILAN	Montant
ENGAGEMENTS DONNES	-
ENGAGEMENTS REÇUS	793 493

MARGE D'INTERET

(en milliers MAD)

	30 juin 2025	30 juin 2024
INTÉRÊTS PERÇUS	740 525	763 354
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	17 139	32 536
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	723 386	730 818
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	-	-
INTÉRÊTS SERVIS	413 252	438 463
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	265 523	259 308
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	-	-
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	147 730	179 154
TOTAL	327 272	324 892

MARGE D'INTERET

(en milliers MAD)

	30 juin 2025	30 juin 2024
INTÉRÊTS PERÇUS	740 525	763 354
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	17 139	32 536
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	723 386	730 818
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	-	-
INTÉRÊTS SERVIS	413 252	438 463
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	265 523	259 308
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	-	-
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	147 730	179 154
TOTAL	327 272	324 892

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

30 juin 2025
(en milliers MAD)

VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE			
Pôle d'Activité	Produit Net Bancaire	Résultat Brut d'Exploitation	Résultat Avant Impôt
Activité bancaire	328 115	300 209	280 426
Autres Activités	-	-	-
TOTAL	328 115	300 209	280 426
VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE			
Zone Géographique	Produit Net Bancaire	Résultat Brut d'Exploitation	Résultat Avant Impôt
Maroc	328 115	300 209	280 426
Autres Zones	-	-	-
TOTAL	328 115	300 209	280 426

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE

30 juin 2025
(en milliers MAD)

CATEGORIE DE TITRES	Produits perçus
Titres de placement	-
Titres de participation	-
Participations dans les entreprises liées	-
Titres de l'activité de portefeuille	-
Emplois assimilés	-
TOTAL	-

NEANT

COMMISSIONS

30 juin 2025
(en milliers MAD)

COMMISSIONS	Montant
Commissions perçues	912
Sur opérations avec les établissements de crédit	-
Sur opérations avec la clientèle	-
Sur opérations de change	-
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-
Sur produits dérivés	-
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	-
Sur moyens de paiement	-
Sur activités de conseil et d'assistance	-
Sur ventes de produits d'assurances	-
Sur autres prestations de service	912
Commissions versées	70
Sur opérations avec les établissements de crédit	33
Sur opérations avec la clientèle	-
Sur opérations de change	-
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-
Sur produits dérivés	-
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	37
Sur moyens de paiement	-
Sur activités de conseil et d'assistance	-
Sur ventes de produits d'assurances	-
Sur autres prestations de service	-

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE

(en milliers MAD)

PRODUITS ET CHARGES	30 juin 2025	30 juin 2024
Produits	-	-
Gains sur les titres de transaction	-	-
Plus-value de cession sur titres de placement	-	-
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	-	-
Gains sur les produits dérivés	-	-
Gains sur les opérations de change	-	-
Charges	-	-
Pertes sur les titres de transaction	-	-
Moins value de cession sur titres de placement	-	-
Dotations aux provisions sur dépréciation des titres de placement	-	-
Pertes sur les produits dérivés	-	-
Pertes sur opérations de change	-	-
RESULTAT	-	-

NEANT

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

30 juin 2025
(en milliers MAD)

	Montant
Charges du personnel	22 090
Impôts et taxes	418
Charges externes	2 822
Autres charges générales d'exploitation	2 182
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	1 387
TOTAL	28 899

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

30 juin 2025
(en milliers MAD)

	Montant
Autres produits et charges bancaires	-
Autres produits bancaires	-
Autres charges bancaires	70
Produits et charges d'exploitation non bancaires	-
Produits d'exploitation non bancaires	1 100
Charges d'exploitation non bancaires	107
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	5 619
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	-
Produits et charges non courants	-
Produits non courants	2
Charges non courantes	14 166

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL		30 juin 2025 (en milliers MAD)
INTITULES	Montant	Montant
I- Résultat Net Comptable	170 721	
Bénéfice net	170 721	-
Perte nette		-
II- Réintégrations fiscales	123 779	
1- Courantes	-	
2- Non courantes	123 779	
Impôts sur les sociétés	109 705	
Contribution sociale de solidarité	14 073	
-		
-		
-		
III- Déductions fiscales		15 000
1- Courantes		-
-		
-		
-		
-		
2- Non courantes		15 000
1/5 Contribution au Fonds Spécial pour la gestion des impacts du séisme du 8 septembre 2023		15 000
-		
-		
-		
TOTAL	294 499	15 000
IV- Résultat brut fiscal		279 499
Bénéfice brut fiscal (A)		279 499
Déficit brut fiscal (B)		
V- Reports déficitaires imputés (C)*		
Exercice N-4		
Exercice N-3		
Exercice N-2		
Exercice N-1		
VI- Résultat net fiscal		279 499
Bénéfice net fiscal (A - C)		279 499
OU		
Déficit net fiscal (B)		
VII- Cumul des amortissements fiscalement différés		
VIII- Cumul des déficits fiscaux restant à reporter		
Exercice N-4		
Exercice N-3		
Exercice N-2		
Exercice N-1		

(*) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)

DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS		30 juin 2025 (en milliers MAD)
I- DETERMINATION DU RESULTAT	Montant	
Résultat courant d'après le compte de produits et charges	294 590	
(+) Réintégrations fiscales sur opérations courantes	-	
(-) Déductions fiscales sur opérations courantes	-	
(=) Résultat courant théoriquement imposable	294 590	
(-) Impôt théorique sur résultat courant	115 627	
(=) Résultat courant après impôts	178 964	
II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES		

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE					30 juin 2025 (en milliers MAD)
NATURE	Solde au début de l'exercice (1)	Opérations comptables de l'exercice (2)	Déclarations de TVA de l'exercice (3)	Solde Fin d'exercice (4=1+2-3)	
A- TVA collectée	9 522	111 377	112 200	8 699	
B- TVA à récupérer	18 691	44 049	55 955	6 785	
Sur charges	18 686	43 893	55 825	6 754	
Sur immobilisations	5	156	130	31	
C- TVA due ou crédit de TVA (A-B)	- 9 169	67 328	56 246	1 914	

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL						30 juin 2025 (en milliers MAD)
Montant du capital :		1 000 000				
Montant du capital social souscrit non appelé :		-				
Valeur nominale des titres :						
Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue (%)	Pourcentage des droits de vote (%)	
		Exercice précédent	Exercice actuel			
ETAT				100	100	
TOTAL				100	100	

ETAT DES CRÉANCES EN SOUFFRANCE ET DES PROVISIONS CORRESPONDANTES AU 30/06/2025						(en milliers MAD)
30 juin 2025			31 déc 2024			
Prêts Classiques	Créances	Provisions	Créances	Provisions		
Créances prédoutées	142 000	5 619	-	-		
Créances douteuses	-	-	-	-		
Créances compromises	5 927	5 344	5 927	5 344		
Sous total 1	147 926	10 962	5 927	5 344		
Prêts MEN	Créances	Provisions	Créances	Provisions		
Créances prédoutées	-	-	-	-		
Créances douteuses	-	-	-	-		
Créances compromises	851	146	851	146		
Sous total 2	851	146	851	146		
TOTAL GÉNÉRAL	148 777	11 109	6 778	5 490		

AFFECTATION DES RÉSULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE				30 juin 2025 (en milliers MAD)
A- Origine des résultats affectés	Montant	B- Affectation des résultats	Montant	
Décision du CA : 28/05/2025				
Report à nouveau	-	Réserves légales	-	
Résultats nets en instance d'affectation	-	Dividendes	-	
Résultats net de l'exercice	367 675	Autres affectations	367 675	
Prélèvement sur les bénéfices	-		-	
Autres prélèvements	-		-	
TOTAL A	367 675	TOTAL B	367 675	

RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES				30 juin 2025 (en milliers MAD)
	30 juin 2025	31 déc 2024	31 déc 2023	
Capitaux propres et assimilés	6 434 865	6 244 938	5 876 479	
A déduire -Montant concernant le Fonds d'Accompagnement des Collectivités Territoriales	- 903	-	-	
Capitaux propres et assimilés nets	6 433 962	6 244 938	5 876 479	
Opérations et résultats de l'exercice				
Produit net bancaire	328 115	671 780	669 251	
Résultat avant impôts	280 426	584 406	409 906	
Impôts sur les résultats	109 705	216 731	210 819	
Bénéfices distribués	-	-	-	
Résultats non distribués (mis en réserves ou en instance d'affectation)	170 721	367 675	199 087	
Résultat par titre (en MAD)	-	-	-	
Résultat net par action ou part sociale	-	-	-	
Bénéfice distribué par action ou part sociale	-	-	-	
Personnel				
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	23 872	42 343	42 948	
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	84	86	89	

DATATION ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS		30 juin 2025 (en milliers MAD)
I. DATATION		
Date de clôture (1)		30/06/2025
Date d'établissement des états de synthèse (2)		Septembre 2025
<small>(1) justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice (2) justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse</small>		

II. ÉVÉNEMENTS NÉS POSTÉRIEUREMENT A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1 ^{RE} COMMUNICATION EXTERNE DES ÉTATS DE SYNTHÈSE	
Dates	Indication des événements
	Favorables
	Défavorables
	NEANT

EFFECTIFS			30 juin 2025 (En nombre)
EFFECTIFS	30 juin 2025	31 déc 2024	
Effectifs rémunérés	82	85	
Effectifs utilisés	82	85	
Effectifs équivalent plein temps	82	85	
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	-	-	
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	-	-	
Cadres (équivalent plein temps)	77	79	
Employés (équivalent plein temps)	5	6	
Dont effectifs employés à l'étranger	-	-	

TITRES ET AUTRES ACTIFS GÉRÉS OU EN DÉPÔTS				30 juin 2025 (en milliers MAD)
TITRES	Nombre de comptes		Montant	
	30 juin 2025	31 déc 2024	30 juin 2025	31 déc 2024
Titres dont l'établissement est dépositaire				
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire				
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire				
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion				

RÉSEAU			30 juin 2025 (en nombre)
RÉSEAU	30 juin 2025	31 déc 2024	
Guichets permanents			
Guichets périodiques			
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque			
Succursales et agences à l'étranger			
Bureaux de représentation à l'étranger			

COMPTES DE LA CLIENTÈLE			30 juin 2025 (En nombre)
COMPTES DE LA CLIENTÈLE	30 juin 2025	31 déc 2024	
Comptes courants			
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger			
Autres comptes chèques			
Comptes d'affacturage			
Comptes d'épargne			
Comptes à terme			
Bons de caisse			
Autres comptes de dépôts			

NEANT

NEANT

NEANT

NEANT

DISPOSITIF DE GESTION GLOBALE DES RISQUES



1. Gestion intégrée des risques

1.1. Principes de contrôle et de gouvernance de la gestion des risques

La gouvernance de la gestion des risques au Fonds d'Équipement Communal repose sur :

- l'engagement résolu du Conseil d'Administration à privilégier la gestion des risques ;
- la forte implication de l'ensemble de l'encadrement de l'Institution dans le processus ;
- des procédures et des responsabilités clairement définies au sein de l'organisation ;
- l'attribution de ressources appropriées pour la gestion des risques et le développement d'une sensibilité aux risques chez toutes les parties prenantes.

1.2. Structure et gouvernance de la gestion des risques

La gouvernance et la gestion des risques sont assurées par les instances décrites ci-après :

Organe d'Administration

Le Conseil d'Administration est présidé par le Chef du Gouvernement ou par l'Autorité Gouvernementale déléguée par lui à cet effet.

Il comprend, en outre, les membres suivants :

- 2 représentants du Ministère de l'Intérieur ;
- 2 représentants du Ministère de l'Economie et des Finances ;
- 1 représentant du Ministère de la Santé et de la Protection Sociale ;
- 1 représentant du Ministère de l'Équipement et de l'Eau ;
- 1 représentant du Ministère de la Transition Énergétique et du Développement Durable ;
- le représentant de l'Agence Nationale de Gestion Stratégique des Participations de l'État et de Suivi des Performances des Établissements et Entreprises Publics (ANGSPE) ;
- le Directeur Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) ;
- des membres représentant les élus : 8 conseillers communaux désignés parmi les conseillers communaux figurant sur une liste établie à cet effet.

Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation de son Président aussi souvent que les besoins du FEC l'exigent et au moins deux fois par an.

Le Commissaire du Gouvernement désigné auprès du FEC, conformément aux textes en vigueur, assiste avec voix consultative aux réunions du Conseil d'Administration.

Comité d'Audit et des Risques

Le Conseil d'Administration est assisté par un Comité d'Audit et des Risques, conformément aux dispositions légales et réglementaires, relatives au contrôle interne des établissements de Crédit.

Le Comité d'Audit et des Risques comprend, outre le Directeur Général de l'Agence Nationale de Gestion Stratégique des Participations de l'État et de Suivi des Performances des Établissements et Entreprises Publics, ou son représentant, Président :

- le Wali, Inspecteur Général de l'Administration Territoriale, ou son représentant (Ministère de l'Intérieur) ;
- le Directeur du Trésor et des Finances Extérieures, ou son représentant (Ministère de l'Economie et des Finances).

Le Comité d'Audit et des Risques est chargé notamment de porter son appréciation sur la qualité du système de contrôle interne et sur la cohérence des dispositifs de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques.

Instance Dirigeante

La Direction Générale du FEC évalue l'efficacité du processus de gestion des risques et procède à un examen régulier des politiques, stratégies et initiatives clés en matière de gestion des risques.

La Direction Générale effectue des présentations devant le Comité d'Audit et des Risques, émanation du Conseil d'Administration, sur les principaux aspects et les grandes évolutions de la stratégie de gestion des risques. Le CAR rend compte de ses travaux régulièrement au Conseil d'Administration, à l'occasion de chacune de ses réunions.

Comité de Crédit

Le Comité de Crédit est chargé d'examiner et de consentir les prêts dans les conditions fixées par le Conseil d'Administration.

Le Comité de Crédit du FEC comprend, outre le Gouverneur, Directeur Général du FEC, Président :

- 2 représentants désignés par le Ministère de l'Intérieur ;
- 2 représentants désignés par le Ministère de l'Economie et des Finances ;
- 1 représentant désigné par le Directeur Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion.

Le Comité de Crédit se réunit sur convocation de son Président aussi souvent que les besoins l'exigent et au moins une fois par mois.

Comité des Risques Interne

Le Comité des Risques Interne, présidé par le Gouverneur, Directeur Général du FEC, se charge notamment de :

- assurer le suivi de la mise en œuvre de la stratégie globale de gestion des risques du FEC ;
- s'assurer de la conformité des procédures internes avec les prescriptions légales et réglementaires en vigueur ainsi qu'avec les normes et usages professionnels et déontologiques ;
- assurer le suivi et l'évaluation des dispositifs de prévention des risques mis en place par le FEC ;
- veiller à la mise en œuvre des recommandations du Comité d'Audit et des Risques et de celles des intervenants du contrôle externe en matière de prévention des risques ;
- examiner les informations relatives à la gestion des risques et s'assurer de leur fiabilité, avant leur transmission aux tiers.

Comité ALCO

Le Comité ALCO, présidé par le Gouverneur, Directeur Général du FEC, a pour attributions :

- d'élaborer et de mettre en œuvre la politique de gestion Actif-Passif de la Banque, dans ses différentes composantes (refinancement, placement, transformation, couverture, rentabilité des Fonds Propres (FP)...), conformément aux orientations stratégiques du Conseil d'Administration et aux dispositions législatives et réglementaires ;
- d'évaluer la politique tarifaire appliquée à la clientèle ;
- de définir les limites nécessaires à l'encadrement des risques taux et liquidité ;
- de veiller aux équilibres bilanciaux de la Banque ;
- d'évaluer l'impact du lancement des nouveaux produits, ou toute nouvelle activité comportant un risque de taux ou de liquidité, sur la situation financière de la Banque ;
- de suivre le profil de risque de la Banque (risque de liquidité, de taux et de change) à l'aune des limites internes et réglementaires fixées par la Banque ;
- de valider les conventions et les modes d'écoulement en taux.

Comité de Sécurité du Système d'Information

Le Comité de Sécurité du Système d'Information (CSSI) est chargé notamment de veiller au suivi de la mise en œuvre de la politique de sécurité SI et de son respect par les collaborateurs du FEC et par les tiers et de l'évolution du plan de traitement des risques liés à la sécurité SI, notamment les risques de cybersécurité.

Le Comité de Sécurité du Système d'Information, placé sous la présidence du Secrétaire Général ou de son représentant, est composé des membres suivants :

- Le Directeur Délégué en charge de la Direction Système d'Information ;
- Le Directeur Délégué en charge de la Direction des Risques et Contrôle Permanent ;
- Le Chief Project Management Office ;
- Le Responsable de la Sécurité du Système d'information ;
- Le Chargé des Infrastructures Technologiques (Sécurité opérationnelle).

Le CSSI a notamment pour missions de :

- Veiller au suivi de la mise en œuvre de la politique de sécurité SI et de son respect par les collaborateurs du FEC et par les tiers ;
- Piloter globalement les plans d'actions dans le domaine de la sécurité SI, à savoir la validation, l'engagement de moyens associés et la vérification de la bonne réalisation de ces plans d'actions ;
- Suivre l'évolution du plan de traitement des risques liés à la sécurité SI et s'assurer de la revue régulière de la cartographie des risques sécurité ;
- Suivre les projets structurants dans le domaine de la sécurité SI ;
- Examiner les indicateurs de Sécurité SI et assurer le suivi des actions permettant leur amélioration ;
- Traiter les questions relatives aux incidents majeurs liés à la sécurité du SI ;
- Approuver l'affectation des ressources nécessaires à la mise en œuvre des actions de sécurisation du système d'information ;
- Arbitrer sur les priorités de la banque en termes de sécurité SI.

Direction des Risques et Contrôle Permanent

La Direction des Risques et Contrôle Permanent est chargée notamment de s'assurer de la fiabilité et de la sécurité des opérations réalisées par le FEC ainsi que de la mise en œuvre de processus efficaces de mesure, de maîtrise et de surveillance des risques.

Direction Juridique, Conformité et Gouvernance

La Direction Juridique, Conformité et Gouvernance est chargée notamment d'assurer la sécurité des actes et des engagements de la Banque, d'apprécier les risques juridiques éventuels encourus par l'institution et mettre en place les procédures appropriées pour leur gestion, d'assurer le suivi de la conformité des opérations et des actes du FEC au regard des dispositions légales et réglementaires, applicables au FEC et de superviser et renforcer les mécanismes de gouvernance interne de la Banque. Elle est également chargée de la mise en œuvre et du suivi du code d'éthique et de déontologie applicable au personnel du FEC.

Audit Interne

L'Audit Interne est chargé des opérations d'audit portant sur l'organisation, les procédures et le fonctionnement du FEC.

Cette entité assure la réalisation des missions d'audit ainsi que la préparation et le suivi des réunions du Comité d'Audit et des Risques.

L'Audit Interne est également chargé d'apporter l'assistance nécessaire aux intervenants du contrôle externe et d'assurer le suivi de la mise en œuvre de leurs recommandations.

2. Exposition aux risques

Eu égard à la nature de ses activités, le profil de risque du FEC tel que formalisé au niveau de la Stratégie Globale des Risques, se présente comme suit :

Le risque de crédit : Le risque que les emprunteurs du FEC ne puissent pas honorer leurs engagements contractuels.

Le risque de concentration : Il s'agit du risque inhérent à une exposition individuelle importante, de nature à engendrer des pertes pouvant menacer la solidité financière de la Banque ou sa capacité à poursuivre ses activités essentielles.

Les risques environnementaux et sociaux : Ces risques peuvent se matérialiser par une atteinte à l'environnement (pollution de l'air, des sols, des eaux, ...) ou à la vie économique des individus se traduisant par une diminution de leurs revenus, un accroissement de leurs dépenses.

La responsabilité de gestion de ces risques incombe aux clients et aux autorités compétentes. Le rôle du FEC est d'appréhender les principaux enjeux environnementaux et sociaux des projets financés et vérifier le respect par ses clients des exigences législatives et réglementaires en la matière.

Les risques opérationnels : risques de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables aux procédures, aux ressources humaines, aux systèmes internes ou à des événements extérieurs.

Le risque structurel de taux d'intérêt : Le risque de taux d'intérêt correspond aux effets que les fluctuations des taux d'intérêt pourraient avoir sur les marges du FEC, ses revenus et la valeur économique de ses fonds propres.

Le risque structurel de liquidité : se rapporte au risque que le FEC ne puisse pas satisfaire les demandes de liquidités et s'acquitter de ses obligations lorsqu'elles viennent à échéance. Les demandes de liquidités peuvent survenir à l'échéance d'une dette et par suite d'un accord de crédit.

Le risque structurel de change : Le risque qu'une fluctuation des taux de change impacte négativement les revenus de la Banque.

Le risque de non-conformité : correspond à l'exposition du FEC aux risques de réputation, de pertes financières ou de sanctions en raison de l'inobservation des dispositions légales et réglementaires, des normes et pratiques applicables à ses activités ou des codes de conduite.

Le risque stratégique : Le risque inhérent à la stratégie choisie ou résultant de l'incapacité de l'établissement à mettre en œuvre son plan stratégique.

Le risque de réputation : Le risque résultant d'une perception négative de la part notamment des contreparties ou des régulateurs pouvant affecter défavorablement la capacité de l'établissement à remplir sa mission et son accès aux sources de financement.

Le risque de cybersécurité : Le risque que le FEC soit confronté à une attaque ou une violation de sécurité informatique qui peut compromettre la confidentialité, l'intégrité ou la disponibilité des données de ses clients, des transactions financières ou d'autres informations sensibles.

2.1. Risque de Crédit

Le FEC est exposé au risque de crédit en raison de son activité d'octroi de prêts.

Politique générale des prêts

Le FEC exige de ses clients un effort d'autofinancement d'au moins 20% du coût de l'investissement, sauf pour des exceptions justifiées et agréées par le Comité de Crédit.

Les taux appliqués sont soit des taux fixes soit des taux révisibles.

Le remboursement des prêts FEC s'effectue au moyen de versements annuels, comprenant principal et intérêts.

Prise de décision

La Direction des Risques et Contrôle Permanent se charge de l'agrément du projet à financer et apprécie le niveau de risque encouru par l'octroi du nouveau crédit ainsi que la capacité du client à mener à bien son projet.

Le Comité de Crédit décide de l'octroi du prêt. Ce dernier est autorisé par un arrêté conjoint signé par les Ministres de l'Intérieur et de l'Economie et des Finances.

Processus de gestion du risque de crédit

A la réception d'une demande de financement d'un projet et en fonction de sa taille, le Pôle Opérations, procède à l'évaluation du projet et à l'analyse de la qualité financière du client.

L'évaluation du projet à financer repose sur une connaissance approfondie du client, de la nature de l'investissement à réaliser et du montage financier mis en place.

L'analyse de la situation financière du client porte sur les données budgétaires des bilans d'exécution des budgets des trois dernières années, et des budgets approuvés respectifs ainsi que sur les données du budget prévisionnel de l'année en cours.

Une analyse rétrospective est établie dans un premier temps, afin de dégager les tendances d'évolution des principales rubriques budgétaires de la Collectivité Territoriale.

Dans un second temps, une analyse prospective est effectuée sur la base des tendances observées afin de mesurer, dans le temps, l'évolution de la capacité d'emprunt de la Collectivité Territoriale.

Le calcul de la capacité d'emprunt intègre les principes suivants :

- la capacité de remboursement de la Collectivité est fonction du niveau d'épargne dégagé ;
- l'épargne maximale convertible en annuité ne doit pas dépasser 80% de l'épargne brute ;
- le taux d'endettement maximum ne doit pas être supérieur à 40%, sauf dérogation expresse du Conseil d'Administration.

Préalablement à tout agrément de prêt, la Direction des Risques et Contrôle Permanent se charge d'apprécier le niveau de risque encouru par l'octroi du nouveau crédit en se basant sur :

- l'analyse du contenu du dossier-client : données générales et juridiques, données financières et techniques ;
- l'analyse de la situation financière rétrospective et prospective du client, ce qui permet de déterminer la qualité financière intrinsèque de celui-ci et d'apprécier divers ratios d'endettement, de solvabilité ainsi que la capacité d'autofinancement ;
- l'appréciation de la qualité du client sur la base de l'historique des remboursements des prêts déjà contractés et de la situation de ses arriérés vis-à-vis du FEC ;
- l'appréciation de l'évaluation du projet sur la base de ratios techniques communément admis par type de projets ;
- le jugement de la nécessité d'assortir, le prêt à consentir à la fourniture de garanties et la proposition des mesures de correction de risque à mettre en place.

Les conditions générales d'octroi de prêts

Au même titre que les autres dettes des Collectivités Territoriales, les annuités d'emprunt FEC sont assorties de l'obligation légale d'inscription dans leurs budgets.

Les contrats de prêts FEC prévoient :

- une clause suspensive des décaissements en cas de détérioration de la situation financière de l'emprunteur ;
- une clause suspensive des décaissements en cas de retard de paiement dépassant 30 jours.

Profil de solvabilité

A fin juin 2025 :

Les risques nets pondérés supportés par le FEC se sont établis à 7 708 557 Milliers de DH et sont constitués à hauteur de 84% du risque de crédit et de 16% du risque opérationnel.

Dans le respect des exigences prudentielles, le ratio de solvabilité s'est établi à 82,98%, tandis que le ratio Tier One s'est affiché à 70,01%, reflétant ainsi le bon niveau de solvabilité de l'Institution.



Analyse du portefeuille de crédit

Les créances sur la clientèle, constituées de 99,9% d'engagements au profit des Collectivités Territoriales, ont totalisé 26 486 494 Milliers de DH au 30 juin 2025.

Les engagements de financement donnés par le FEC en faveur de la clientèle se portent au 30 juin 2025 à 5 863 603 Milliers de DH.

L'analyse de la situation des engagements en hors bilan, arrêtée au 30 juin 2025, fait ressortir que 69,92% du volume global correspond à des prêts récents engagés depuis moins de 3 ans.

Provisions, politique de provisionnement et couverture des risques de crédit

Le Département Comptabilité & Reporting se charge du processus de classement et de provisionnement des créances en souffrance.

Les créances sur les Collectivités Territoriales sont affectées d'un taux de pondération de 20%.

La politique de classification et de provisionnement est conforme aux dispositions de la circulaire n°19/G/2002 de Bank Al-Maghrib.

Coefficient Maximum de Division Des Risques (CMDR)

Le FEC veille en permanence, au respect du rapport maximum de 20% entre le total des risques encourus sur un même client et ses fonds propres.

Dans le cadre des demandes de financement, les entités opérationnelles ainsi que la Direction des Risques et Contrôle Permanent s'assurent du respect du coefficient maximum de division des risques.

Le coefficient maximum de division des risques s'établit, selon les modalités de la circulaire n°08/G/2012 de Bank Al-Maghrib à 8,18% à fin juin 2025 se situant ainsi en dessous du seuil réglementaire fixé par BAM.

En application de la directive n°2/G/2010 de Bank Al-Maghrib, relative à la pratique des stress tests et dans le but de renforcer les outils de mesure et d'appréciation du risque crédit, des stress tests ont été effectués afin d'évaluer le degré d'aversion du FEC à ce risque.

Les résultats issus des stress tests minimaux au sens de ladite directive, incorporant des changements potentiels dans la composition du portefeuille du FEC, témoignent de la capacité de résistance du FEC au risque crédit. Le FEC affiche dans l'ensemble des scénarii un ratio de solvabilité supérieur au seuil réglementaire et un taux des créances en souffrance ne dépassant pas 1%.

2.2. Gestion Actif/Passif

Responsables de la gestion Actif/Passif

La gestion des risques ALM est assurée au sein du Pôle Finance par le Département Contrôle de Gestion et ALM relevant de la Direction Financière.

Le Comité ALCO, présidé par le Gouverneur, Directeur Général du FEC, se charge du suivi transversal et collégial des risques financiers auxquels est exposée l'institution et de l'examen des décisions qui affecteraient la gestion Actif-Passif.

Gestion Actif/Passif

Le FEC a mis en place un dispositif de pilotage des risques bilanciaux tels que les risques de liquidité, de taux d'intérêts et de change, de telle sorte à pouvoir suivre leur évolution de manière continue en fonction de la tendance des marchés financiers, et de l'activité de la Banque.

Afin de préserver les équilibres financiers de la Banque, le dispositif ALM veille à :

- assurer un niveau de liquidité suffisant, permettant à la Banque de faire face à ses obligations à tout moment en la mettant à l'abri d'une crise éventuelle ;
- s'assurer que le risque inhérent aux positions de change ne vienne diminuer la marge bénéficiaire de la Banque ;
- assurer la stabilité des résultats contre les variations des taux d'intérêts, en préservant la marge d'intérêt et en optimisant la valeur économique des fonds propres ;
- orienter la stratégie de la Banque en matière de refinancement.

Risque de Liquidité

Le risque de liquidité se définit comme étant le risque pour la Banque de ne pas pouvoir s'acquitter, dans des conditions normales, de ses engagements à leur échéance.

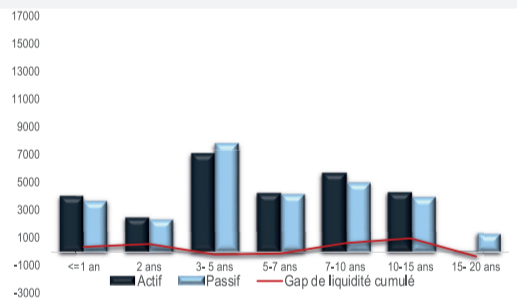
Le FEC peut être exposé au risque de liquidité qui peut se présenter sous l'une des formes suivantes :

- L'incapacité de l'établissement de lever les fonds nécessaires pour faire face à des situations inattendues à court terme, notamment un tirage important des engagements de financement donnés aux CT ;
- Le non adossement des actifs et passifs ou le financement des actifs moyen et long termes par des passifs à court terme.

Approche retenue dans le calcul des Gaps de liquidité :

La mesure de ce risque est basée sur des éléments de bilan à une date d'arrêtée donnée, classés selon leur durée résiduelle, et sur lesquels sont appliquées les lois d'écoulement et conventions ALM. L'impasse statique en flux permet de déterminer l'excédent ou le besoin de ressources à moyen/long termes dans l'hypothèse qu'il n'y ait pas de production nouvelle d'actifs et de passifs. Au 30 juin 2025, le profil des impasses de liquidité se présente comme suit :

IMPASSES ANNUELLES DE LIQUIDITÉ



Gestion du Risque de Taux d'intérêt (IRRBB)

Le risque de taux d'intérêt correspond à la sensibilité du bilan quant aux mouvements futurs des taux d'intérêt. L'appréciation de ce risque s'effectue à travers un ensemble de simulations de stress tests, notamment dans le cadre des six scénarii réglementaires suivants :

Scénario 1 : Déplacement parallèle de la courbe des taux d'intérêt à la hausse (+ 200 bps) ;

Scénario 2 : Déplacement parallèle de la courbe des taux d'intérêt à la baisse (- 200 bps) ;

Scénario 3 : Hausse des taux courts ;

Scénario 4 : Baisse des taux courts ;

Scénario 5 : Aplatissement de la courbe des taux ;

Scénario 6 : Pentification de la courbe des taux.

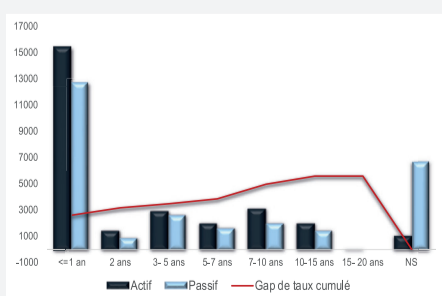
L'analyse et l'évaluation des risques de taux d'intérêt obéit à une double logique à savoir la préservation de la marge d'intérêt et de la valeur économique des fonds propres.

La Banque a opté pour l'approche dite méthode des échéances en mode statique. Cette approche consiste à écouler toutes les positions du bilan en statique en fonction de leurs caractéristiques contractuelles ou conventionnelles.

Exposition au 30 juin 2025

Les impasses de taux en flux se présentent au 30 juin 2025, comme suit :

IMPASSES ANNUELLES DE TAUX



L'impact des scénarii réglementaires est de -2,63% sur la marge d'intérêt nette provisionnelle (scénario 1) et de 11,62% sur la valeur économique des fonds propres (scénario 2).

Risque de Change

Afin d'être immunisé contre le risque de change, le FEC a mis en place une couverture parfaite et intégrale et ce, à l'occasion des tirages effectués à compter de l'exercice 2019 sur les lignes de crédit contractées auprès des bailleurs de fonds étrangers.

Pour rappel, la couverture du risque de change afférent à la majorité des emprunts extérieurs mobilisés par le FEC au cours des années 90, est prise en charge par l'Etat (Ministère de l'Economie et des Finances /Direction du Trésor et des Finances Extérieures) moyennant rémunération, dans le cadre d'un système propre à chaque ligne de prêt.

2.3. Risques Opérationnels

Au cours des dernières années et conformément aux dispositions de Bank Al-Maghrib et aux principes de bonne gouvernance, le FEC a mis en place un dispositif de contrôle interne évolutif qui permet :

- d'assurer la fiabilité et l'intégrité des informations financières et comptables produites ;
- de s'assurer que les opérations sont réalisées conformément aux lois et règlements en vigueur et selon les orientations et normes de gestion définies par l'Organe de Direction et l'Organe d'Administration ;
- de prévenir et de maîtriser les risques liés à son activité à travers des procédures bien définies et régulièrement contrôlées.

La Direction Générale supervise le dispositif de gestion des risques opérationnels et assure le suivi des actions entreprises pour son renforcement.

Cadre Général

Le FEC a entrepris plusieurs actions pour le renforcement du dispositif de contrôle interne et la mise en place du socle nécessaire pour la construction d'un dispositif de gestion des risques opérationnels robuste et pérenne adossé aux meilleures pratiques et conforme aux exigences réglementaires :

» Mécanisme de délégations de signatures

Le FEC a mis en place un mécanisme évolué de délégations de signatures, basé sur une définition précise des pouvoirs et une délimitation claire des responsabilités. Ce mécanisme répond aux principes suivants :

- Le principe de double signature est obligatoire pour toutes les opérations affectant les comptes du FEC ou d'autres éléments de son actif ;
- La séparation entre l'initiation et l'exécution d'une part, et le contrôle d'autre part ;
- Les remplacements sont systématiquement prévus en cas d'absence ou d'empêchement d'une personne de sorte à assurer la continuité de service.

» Manuel de procédures générales

Le FEC dispose d'un manuel de procédures générales couvrant tous les processus fonctionnels relevant des domaines Pilotage, Opérationnel et Support. La cartographie des processus a été élaborée conformément aux exigences de la norme qualité ISO 9001. Par ailleurs, l'utilisation d'outil de modélisation garantit un référentiel unique des procédures, structuré et accessible par tous les collaborateurs du FEC à travers un site intranet. Ce référentiel fait l'objet d'une revue régulière et évolutive afin de se conformer entre autres aux évolutions de la réglementation, de l'activité ou des systèmes d'Information.

» Manuel de procédures et d'organisation comptable

Le FEC est doté d'un manuel de procédures et d'organisation comptable permettant de s'assurer que :

- toutes les opérations réalisées par le FEC sont fidèlement traduites en enregistrements comptables ;
- tous les enregistrements sont conformes au Plan Comptable des Etablissements de Crédit et à la réglementation en vigueur ;
- toutes les informations financières et comptables diffusées en interne et externe sont fiables, complètes et intelligibles pour ses utilisateurs.

» Manuel de contrôle interne

Conformément à la réglementation en vigueur et aux meilleures pratiques en la matière, le FEC est doté d'un manuel de contrôle interne lui permettant de veiller à la régularité et à la bonne application des procédures mises en place ainsi qu'à la formalisation des points de contrôle.

» Plan de Continuité d'Activité

Conformément aux dispositions de la circulaire n°4/W/2014 du Wali de Bank Al-Maghrib, relative au contrôle interne des établissements de crédit et de la directive n°47/G/2007 de Bank Al-Maghrib, relative au plan de continuité de l'activité au sein des établissements de crédit, le FEC dispose d'un Plan de Continuité d'Activité (PCA), qui a été approuvé par le Conseil d'Administration. Le PCA permet au FEC d'assurer le fonctionnement de la Banque en mode dégradé ainsi que la reprise des activités, et ce, selon divers scénarios de crise.

La mise en œuvre du PCA du FEC a porté notamment sur la mise en place des :

- Dispositifs de continuité Système d'Information ;
- Dispositifs de continuité logistique ;
- Dispositifs de continuité ressources humaines ;
- Dispositifs de continuité des opérations.

Afin d'assurer le maintien opérationnel des dispositifs mis en place, le corpus documentaire PCA (Etude de criticité, Stratégie de continuité, Procédures, Plan de communication...) est mis à jour régulièrement. Dans ce cadre, des sessions de sensibilisation portant sur les exigences réglementaires ainsi que sur les enjeux et les bonnes pratiques en matière de continuité d'activité ont été organisées au profit de l'ensemble des collaborateurs.

De même, le plan de maintenance opérationnelle du PCA du FEC est en cours de renforcement.

Par ailleurs, le FEC continue à assurer une veille permanente quant à la survenance de tout événement pouvant nécessiter l'activation de son PCA, afin de garantir la continuité d'activité des services de la Banque et la sécurité de ses collaborateurs. Ainsi, et en l'absence d'incident nécessitant son activation, le PCA du FEC n'a pas été activé au cours du premier semestre 2025.

Gestion des risques opérationnels

Le FEC est doté d'une cartographie des risques opérationnels en s'appuyant sur la typologie Bâle II et dont la mise à jour s'effectue annuellement. Cette cartographie couvre les processus relevant des domaines crédit, support et systèmes d'information et permet de cibler les processus nécessitant une surveillance particulière ou renforcée.

Le dispositif de gestion des risques opérationnels déployé au FEC, dans le cadre de la réforme Bâle II et en application de la Directive n°29/G/2007 émise par Bank Al-Maghrib, permet l'identification, l'évaluation des risques opérationnels ainsi que le suivi des plans d'actions arrêtés pour les risques majeurs identifiés. Ce dispositif a été complété en 2011 par une base de collecte des incidents qui permet de dégager une vision objective des risques encourus et la réévaluation de ces risques par les résultats de la collecte des incidents opérationnels.

Le dispositif de gestion des risques opérationnels est entièrement automatisé suite au déploiement d'une application SI, permettant d'assurer :

- l'identification, l'évaluation et la surveillance des risques opérationnels à travers la cartographie des risques ;
- la conciliation de la cartographie des risques avec le manuel des procédures générales ;
- le suivi des plans d'actions arrêtés pour les risques majeurs identifiés ;
- la collecte des incidents liés aux risques opérationnels.

Organisation

Sur le volet organisationnel, le pilotage du dispositif de gestion du risque opérationnel est assuré par la Direction des Risques et Contrôle Permanent. Cette dernière s'appuie sur des correspondants risques opérationnels (CRO) au niveau des entités Métiers et Supports.

Ces CRO se chargent de la remontée d'incidents opérationnels, de l'analyse de la base de collecte de ces incidents et de la mise en œuvre de plans d'action de couverture des risques majeurs.

A cet effet, une procédure de collecte et de remontée des incidents opérationnels ainsi qu'une fiche de déclaration de la survenance d'un incident opérationnel ont été élaborées et mises à la disposition des CRO afin d'outiller la démarche de collecte et de remontée des incidents.

La gouvernance des risques opérationnels est assurée par le Comité des Risques Interne.

Couverture des risques opérationnels

Conformément aux dispositions réglementaires relatives aux exigences minimales en fonds propres, le FEC procède depuis Décembre 2011 à la couverture des risques opérationnels.

L'exigence en fonds propres pour la couverture des risques opérationnels est calculée selon l'approche "indicateur de base", soit égale à 15% de la moyenne du produit net bancaire, calculée sur les 3 dernières années.

2.4. Risques de Non-Conformité

Conformément à la directive n°49/G/2007 de Bank Al-Maghrib relative à la fonction conformité du 31 août 2007, le FEC s'est doté d'une politique et d'une charte de conformité.



AC9, Rue Al Maysse, Secteur 15,
Hay Ryad 10100 - Rabat
Maroc

Coopers Audit

83, Avenue Hassan II
Casablanca
Maroc

FONDS D'EQUIPEMENT COMMUNAL

**ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA
SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTES SOCIAUX**

PERIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2025

En application des dispositions de la loi n°44-12 relative à l'appel public à l'épargne et aux informations exigées des personnes morales et organismes faisant appel public à l'épargne, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire du Fonds d'Equipement Communal comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie ainsi qu'une sélection d'états de l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2025. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant 6.433.962 KMAD dont un bénéfice net de 170.721 KMAD, relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel du fonds et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Fonds d'Equipement Communal établis au 30 juin 2025, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 23 septembre 2025

Les Commissaires aux Comptes

BDO Audit, Tax & Advisory


BDO S.A.
Audit, Tax & Advisory
23, Farouk Street - Casablanca 20110
Téléphone : +212 5 22 20 33 04 115
Télécopie : +212 5 22 20 33 05
ICE : 001529604200091
Moutai CHAOUKI
Associé

Coopers Audit Maroc S.A


COOPERS AUDIT MAROC
Siège Social: 83 Avenue Hassan II
Casablanca
Tél: 0522 42 11 90 - Fax: 0522 27 47 34
Abdellah LAGHCHAoui
Associé

FONDS
D'EQUIPEMENT
COMMUNAL
صندوق التجهيز
الجماعي



Fonds d'Equipelement Communal
Espace Oudayas, angle avenue Annakhil and avenue Ben Barka
B.P. 2175 - Hay Ryad 10 100 - Rabat - Morocco
Phone: +212 (0) 537 56 60 90 to 93 - Fax: +212 (0) 537 56 60 94

www.fec.ma